

L'anthropologie industrielle sur le terrain : une expérience poitevine

Noëlle Gérôme

Volume 10, numéro 1, 1986

Travail, industries et classes ouvrières

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006320ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006320ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gérôme, N. (1986). L'anthropologie industrielle sur le terrain : une expérience poitevine. *Anthropologie et Sociétés*, 10(1), 59–70.
<https://doi.org/10.7202/006320ar>

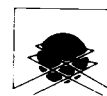
Résumé de l'article

RÉSUMÉ /SUMMARY

L'anthropologie industrielle sur le terrain : une expérience poitevine

Le développement récent des travaux d'ethnologie industrielle exige la prise en considération de la conjoncture sociale de la mise en place et du déroulement des recherches. Celles-ci ne peuvent aboutir sans la collaboration pour parties égales et spécifiques des groupes, des individus et des institutions concernés par la démarche anthropologique. L'article expose l'exemple de la Caisse d'Activités Sociales de l'Électricité et du Gaz de France de Poitiers, qui a pu établir une collaboration active avec le Musée de la ville qui s'est ainsi ouvert à la culture ouvrière et industrielle.

L'ANTHROPOLOGIE INDUSTRIELLE SUR LE TERRAIN : une expérience poitevine



Noëlle Gérôme

Il convient de s'interroger sur la multiplication récente des travaux français relevant d'un domaine d'étude appelé « anthropologie industrielle » comme sur les circonstances et les implications du choix de ce type d'approche.

Si la sociologie industrielle s'est développée en France à partir de la deuxième moitié des années 30 à l'initiative de Georges Friedmann, et l'histoire du mouvement ouvrier presque vingt ans plus tard autour de l'équipe animée par Jean Maïtron, ce n'est que d'une manière quasi imperceptible que les travaux des ethnologues français s'orientent vers le domaine industriel. Au demeurant cette direction de recherche n'était-elle pas maudite, ignorée sinon décriée ?

Les folkloristes de la fin du XIXe siècle n'avaient pourtant pas tous négligé le monde de la production industrielle, et avaient fait souvent des travaux d'ethnographie remarquables. Ainsi Paul Sebillot dans son ouvrage *Les traditions et les superstitions de tous les pays dans les mines et les travaux publics* (1894) rapporte-t-il une quantité de phénomènes de transcriptions symboliques constitués à l'occasion de l'introduction soudaine du chemin de fer dans telle ou telle région : prières, amulettes de préservation, contes explicatifs, etc. Plus tard Arnold Van Gennep, bien qu'ayant reconnu dans son *Manuel* (1947) l'existence d'un « folklore social » à propos d'incinération de mannequins lors de manifestations revendicatives, nie cependant d'une façon tout à fait explicite l'existence d'une activité ouvrière, symbolique et créatrice dans son ouvrage de vulgarisation *Le Folklore* paru en 1928.

Malgré cela, dix ans plus tard en 1937, l'initiateur du Musée National des Arts et Traditions Populaires, Georges-Henri Rivière, qui vient de disparaître, commençait à constituer des collections d'affiches syndicales, de

photographies de manifestations ouvrières, d'objets de « perruque »¹, d'objets-emblèmes d'une culture de résistance ouvrière : pipe revendicative du Premier Mai frappée du blason couronné des 3/8 (huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisirs), séries d'assiettes célébrant les Trois Glorieuses de 1830, poèmes des fêtes d'ateliers, livrets ouvriers, autobiographies. La collecte la plus systématique dans ce domaine fut celle concernant le compagnonnage, entreprise par Georges-Henri Rivière et Roger Lecotté, qui fournit la matière de l'exposition tout à fait exceptionnelle de 1951 où les mouvements compagnonniques produisirent en public, souvent pour la première fois, les objets les plus fameux de leur patrimoine et célébrèrent certains de leurs rituels de fraternisation dans le hall du Palais de Chaillot.

Le travail de documentation et de repérage effectué alors avait été considérable, tel l'effort d'analyse de l'histoire sociale du mouvement compagnonnique (*Bulletin* 1956). Comme Jean Maïtron dans l'introduction du tome I du *Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier* (1964), puis plus tard William H. Sewell (1983), Georges-Henri Rivière et Roger Lecotté n'établissaient pas de coupure radicale entre le mouvement compagnonnique et le mouvement ouvrier, entre les pratiques d'autonomie et de résistance artisanale au XIXe siècle et les débuts de la constitution des savoirs pratiques et du capital symbolique d'une classe ouvrière industrielle. Techniques de résistance et de clandestinité, systèmes de transmission de l'information, ensembles de représentations économiques et politiques, chansons, célébrations et fêtes, audience et emprise de leaders, dans la période 1830 à 1850, sont souvent passées sans transition ou justification théorique du mouvement compagnonnique au mouvement ouvrier.

Cent ans plus tard on constate que l'ethnologie du compagnonnage n'était pas si passéiste ni si étrangère à l'anthropologie industrielle qui commence aujourd'hui seulement à s'organiser.

Parmi les précurseurs, il faut encore rendre hommage aux efforts et aux œuvres des défenseurs de la littérature prolétarienne dont Henri Poulaille fut le champion le plus connu (Ragon 1948). On leur doit des documents directs sur le monde industriel et ouvrier, à la fois récits, témoignages et œuvres d'art. Tout autant que les autobiographies orales dont le recueil se systématise aujourd'hui, les œuvres publiées constituent, au delà de la valeur universelle de l'œuvre d'art comme telle, des éléments indispensables pour la connaissance de cette production symbolique doublement marginale mais doublement significative de la force de la culture dominante et de la vitalité de la culture dominée². Curieusement il semble que l'intérêt

¹ La « perruque », ou « bricole », ou « pinaille », chez les verriers le « bousillé », est un objet fabriqué par les ouvriers pour eux-mêmes sur leur temps de travail, dans l'usine et en utilisant les matériaux transformés par celle-ci.

² Pour la fin du XIXe siècle, on trouvera une étude magistrale de cette situation dans la thèse de Jacques Rancière (1981).

de cette situation n'ait pas échappé à Van Gennep puisqu'il avait proposé à Henri Poulaille des études communes (Poulaille 1975).

On nous pardonnera ce long préambule, mais de la sociologie à l'histoire et à l'ethnologie, il nous importait de mieux situer l'emploi désormais courant du terme anthropologie et son application aux études ethnologiques du monde industriel. Air du temps sans doute et référence à l'anthropologie sociale et culturelle anglo-saxonne qui se donne pour principe d'étendre l'investigation jusqu'aux significations des objets, des rites et des comportements pour les individus qui participent à leur usage, à leur pratique ou à leur célébration (Lévi-Strauss 1958). L'exigence de prise en compte de la valeur symbolique des éléments d'une culture (valeur symbolique qui comprend le poids des déterminations économiques et politiques)³, pose des problèmes qui ne relèvent pas seulement des méthodes de recherche propres à la discipline; elle impose de relativiser le cadre social même qui soutient et légitime ces travaux.

La connaissance des différentes significations et des différents niveaux de signification des objets, des comportements, des procédures, des lieux, exige du chercheur, dans une société qui est la sienne, une implication personnelle qui est le gage de la réciprocité des relations et la garantie du respect du groupe étudié dans ses stratégies comme dans l'intégrité des individualités qui le composent.

Car une anthropologie du domaine industriel ne peut se développer sans les hommes, les groupes – et les groupes de pression – les antagonismes qui y travaillent et qui s'y manifestent. Ceux-ci sont si forts et si violents⁴ que les différentes cultures, les différentes pratiques sociales s'y dérobent les unes aux autres, quand elles ne se nient pas ou que le pouvoir patronal n'interdit pas ou ne détruit pas délibérément les pratiques culturelles ouvrières ou corporatives tolérées ou imposées.

On déduira facilement que, nécessairement familier de l'un ou l'autre groupe et introduit par lui, l'ethnologue et son étude se voient repoussés par le groupe antagoniste au moment même du travail de collecte.

Dans ces conditions, établir l'objectivité des résultats d'une étude ponctuelle est la moindre des difficultés, les obstacles majeurs demeurant l'établissement d'un corps de connaissances cumulatives et l'obligation de « restitution », de façon valable, des résultats des travaux auprès de la population concernée.

³ Ailleurs, des collectifs regroupant les salariés des entreprises et des psychologues ont constitué des groupes de recherche qui se donnent pour objet d'étude *la totalité* de la situation des travailleurs de l'industrie (cf. Ivar Oddone, Alessandra Re et Gianni Briante 1981).

⁴ Voir les conflits actuels qui caractérisent la restructuration des usines Renault où parmi les sujets de conflit entre la direction et le personnel figure la célébration des départs en retraite (*L'Humanité*, 21 août 1985).

À cet instant et dans ces conditions d'avancement de la discipline, on doit s'interroger sur la validité de telle ou telle forme de « restitution » : publication ou exposition, temporaire ou durable, établie à l'extérieur du groupe ou en collaboration avec lui, à son initiative ou répondant à un programme qui lui est étranger.

☐ Généalogie d'une étude

Ceci voudrait introduire à la description d'une expérience en cours depuis deux ans, qui ne prétend nullement constituer un exemple, mais dont les avatars du déroulement ont permis de situer plus précisément un programme d'ethnologie du domaine industriel dans son cadre social.

L'initiative revient à la Caisse d'Activité Sociale (C.A.S.) d'Électricité-Gaz de France (E.G.F.) de Poitiers (l'équivalent d'un Comité d'Entreprise) qui, à l'occasion du XXe anniversaire de la reprise de la gestion de l'institution par le personnel, souhaitait pouvoir établir l'histoire de cette gestion. Il s'agissait, pour les gestionnaires élus, non seulement d'exhumer et de publier des faits vieux de presque trente ans, mais d'affermir des relations d'intégration dans un milieu professionnel au moment où s'affaiblissent les possibilités de transmettre par contact direct l'expérience de ceux qui avaient vécu le passage de l'industrie privée de la production de gaz et d'électricité à une industrie nationalisée de production d'énergie. Certes, des travaux généraux avaient été publiés à l'initiative de la Fédération CGT de l'énergie (Gaudy 1978, 1982; Le Guen 1977), mais on souhaitait, à Poitiers, une histoire qui analyse les réalités locales où se retrouveraient directement les agents et les utilisateurs d'EDF-GDF.

Les animateurs de la Caisse d'Activité Sociale souhaitaient aussi élargir le champ des activités de celle-ci au delà des actions de solidarité dans le domaine de la santé et de l'organisation des loisirs, au delà également des programmes habituels de diffusion culturelle : bibliothèque, accueil d'expositions itinérantes, support « logistique » du club de philatélie ou d'artisanat d'art. Il leur paraissait souhaitable de pouvoir désormais offrir aux membres de la C.A.S. la possibilité de constituer eux-mêmes leur propre histoire, avec les outils intellectuels les plus appropriés.

Et s'est ainsi renouvelé, sur le terrain même, le vieux dialogue entre l'ethnologie (ou l'anthropologie sociale et culturelle) et l'histoire, commencé par Marc Bloch dès *Les rois thaumaturges* (1924) et repris en 1946 par Michel de Bouïard dans les *Cahiers d'Ethnologie Française* ... avant bien d'autres contributions au débat (Charles Parain, Claude Lévi-Strauss) et avant l'impulsion récente et l'extension irréversible apportées par l'adoption des techniques de recueil d'histoire orale.

Aussi la C.A.S. de Poitiers a-t-elle demandé à l'I.F.O.R.E.P. (Institut de Formation émanant de la Caisse Centrale d'Activités Sociales des personnels d'Électricité-Gaz de France) d'organiser une série de stages de formation et de sensibilisation à l'histoire orale et à ses techniques de collecte : introduction à l'histoire du mouvement ouvrier, photographie, technique d'entretien, recueil d'archives et de documents, collecte d'objets.

À leurs yeux, l'histoire ouvrière et l'histoire du mouvement ouvrier étaient inséparables de l'histoire de la politique de production et de distribution de l'énergie comme de l'histoire des moyens technologiques mis en œuvre à ces occasions. L'opération ainsi projetée s'appelait M.O.C.A.S. : « Mémoire Ouvrière de la Caisse d'Activités Sociales ». On m'a alors appelée en raison de travaux précédents sur les productions symboliques ouvrières (Gérôme 1984) entièrement conduits dans une perspective ethnologique, car il paraissait important aux animateurs de ne pas séparer la mémoire des événements passés de la situation contemporaine, de ne pas séparer non plus le récit des témoins matériels de l'époque.

Pendant deux sessions d'une semaine, ma mission a d'abord été de sensibiliser un groupe d'une quinzaine de personnes aux développements de l'histoire du mouvement ouvrier, aux techniques de l'entretien et à la collecte ethnologique des objets et des documents. Le groupe était composé pour parties égales de personnel actif et retraité des différents secteurs d'EGF des départements de la Vienne et des Deux-Sèvres. Quel que soit leur emploi, leur niveau dans la hiérarchie ne dépassait pas la maîtrise.

Il se trouvait que, les années précédentes, un chef de service du Gaz de France de Poitiers avait constitué une collection d'objets techniques de la production et de la distribution du gaz à Poitiers et à Niort. Cette collection avait été léguée au Musée Sainte-Croix de Poitiers, musée des Beaux-Arts et d'ethnographie, qui, à une époque où l'on parlait peu d'anthropologie industrielle, avait eu l'audace d'accepter le legs. Malheureusement, depuis, la collection était restée non classée et partiellement non identifiée tant cela requérait de compétences spécialisées. À l'occasion de ces sessions, il a paru intéressant de mettre en relation les membres de la C.A.S. et la Conservation des musées de Poitiers.

Ainsi s'est établi un réseau d'étude et d'information où les méthodes de l'étude anthropologique de la collecte et de l'analyse des documents (archives et objets), celle de la conservation et de l'exposition de ces témoignages, la définition et l'interprétation de leur pertinence et de leur signification étaient discutées, appliquées, adaptées aux orientations de recherche définies par les groupes d'agents E.G.F. représentés dans les sessions de formation et diffusés par eux auprès de leurs collègues dans les principales villes de la région du ressort de la CAS : Poitiers, Niort, Parthenay, Bressuire, Châtelleraut, Thouars.

L'approche était bien différente de celle qu'aurait pu avoir un historien des institutions industrielles ou de celles du mouvement ouvrier, comme elle était différente de celle d'un anthropologue de « l'établissement humain » particulier que constitue une usine. Les investigations en profondeur ne s'appuyaient plus, comme l'on procède le plus souvent, sur un schéma construit à partir de la structure institutionnelle, mais procédaient de la représentation d'une dynamique sociale par ceux qui en étaient les éléments actifs. À ce moment, l'histoire de la C.A.S., c'est-à-dire des œuvres sociales des institutions du gaz et de l'électricité, ne pouvait s'expliquer qu'à travers le déroulement de la politique de l'introduction de ces nouvelles sources d'énergie dans la région, par l'exposé des conditions de travail, par les filiations technologiques qui avaient conduit à la situation actuelle, par leur introduction dans l'économie et les modes de consommation locaux, par les circonstances locales de la nationalisation et enfin par l'histoire du mouvement ouvrier et de la condition ouvrière. Un système aussi complexe de références ne peut être maîtrisé par un groupe restreint de personnes. L'exigence de prise en compte de la signification profonde des faits recueillis par les acteurs les plus éloignés des moyens d'expression formalisés (témoignages des familles des anciens chauffeurs de fours par exemple) rendaient indispensable la participation des différents réseaux de convivialité et celle des représentants des différents secteurs de compétences techniques.

Concrètement, après les stages de formation évoqués plus haut où les participants ont pu rencontrer, outre les différents services du Musée Sainte-Croix de Poitiers, ceux des Archives Départementales de la Vienne et les professeurs du Département d'Histoire de l'Université de Poitiers, un programme de travail avait été établi pour les groupes de personnes intéressées dans chacune des antennes de la C.A.S. Ce programme concernait le recueil, l'archivage sur inventaire, la restauration d'objets ou la transcription de documents oraux, la collecte de documents et de témoignages matériels. Le système de documentation et d'inventaire de chaque pièce, sur le modèle des inventaires des musées nationaux, était conçu de telle façon qu'une synthèse de l'ensemble des collectes puisse être faite aisément dans le cadre de la C.A.S., par l'application d'un mode de description normalisé mais aussi par l'attribution d'un numéro d'inventaire qui fasse apparaître l'origine de la collecte. Ce n'est pas par délire bureaucratique et emportement mégalomane que ces procédures d'enregistrement ont été mises en place. Cela correspondait certes à une nécessité de synthèse pour une opération conduite dans une structure éclatée (les groupes de travail opéraient dans des villes différentes et parfois fort éloignées les unes des autres), mais, au delà, la demande de formation était celle d'amateurs, l'exigence de rigueur interprétative et le souci de discerner et de mettre en valeur les éléments d'une culture industrielle propre sous-entendaient un projet de dialogue avec les institutions érudites, un désir, non pas de rivaliser avec elles mais, dans un domaine peu étudié, d'apporter une contribution de qualité. La première action envisagée était d'ordre documentaire, il fallait donc unifier les normes et les pratiques de collection.

Des synthèses étaient faites chaque mois pendant une première période, puis tous les deux mois pendant la dernière année (l'opération dure depuis deux ans).

En même temps, deux fois par mois, un groupe d'actifs et de retraités s'est rendu au Musée Sainte-Croix et y a complètement classé, identifié, restauré, établi les fiches documentaires et introduit dans l'inventaire général la collection relative à la production et à la distribution du gaz léguée au Musée par M. Deguille. À l'occasion, cette collecte a été enrichie par les membres du groupe lorsqu'ils constataient une lacune dans telle ou telle filiation technologique, dans telle ou telle représentation géographique.

☒ **Déroulement, développements, difficultés, résultats**

Nous venons d'indiquer rapidement le cadre et les principes du déroulement du programme d'étude ainsi mis en chantier.

Le souhait des animateurs de la C.A.S. était de faire s'exprimer et aboutir dans son cadre l'intérêt de certains de ses membres pour leur propre histoire et de légitimer par là leur aptitude collective à constituer un interlocuteur culturel. Les fonctions de la C.A.S s'en trouveraient ainsi élargies et transformées.

Afin de matérialiser cette orientation, deux expositions ont été organisées qui devaient manifester la « faisabilité » de l'opération et susciter de nouvelles collaborations. La première exposition, à la fin des stages de formation, a réuni plus de cent pièces et s'est tenue le temps d'un repas à la cantine du siège E.G.F. de Poitiers. C'était surtout un exercice pédagogique qui voulait mettre les stagiaires en face des circonstances concrètes d'une exposition : transport et agencement des objets, identification, établissement d'une problématique et d'un discours visuels, rédaction des notices explicatives des objets et des documents utilisés, gardiennage, protection, montage et démontage, assurances et retour des éléments de l'exposition.

La seconde exposition, deux mois plus tard, devait manifester l'activité des groupes M.O.C.A.S. à l'occasion de la fête du XXe anniversaire de la C.A.S. Les groupes avaient eu davantage de temps pour la recherche et la réflexion, davantage de temps aussi pour d'autres contacts. À l'occasion donc de cette exposition, plusieurs types de phénomènes qui nous paraissent déterminants pour la suite de l'opération sont apparus.

Tout d'abord se sont révélées, comme on pouvait s'y attendre, des collections particulières de compteurs, d'outillage, d'objets domestiques utilisant le gaz et l'électricité. De plus, des activités furent organisées de sauvegarde d'archives promises à la décharge ou à la destruction en dépit de la loi française des archives relative aux entreprises nationalisées.

Puis des problématiques et des interrogations sont apparues qui renvoyaient à la nécessité de programmes d'études pluridisciplinaires effectués par des groupes mixtes. Par exemple, à propos de l'origine des industries de production et de distribution du gaz puis de l'électricité, la chronologie des documents tels qu'ils pouvaient être consultés aux archives départementales ou à celles d'E.G.F. n'était nullement explicative. Elle aurait dû renvoyer, si elles avaient existé, à des études sur la géographie sociale de l'utilisation de l'énergie, à l'histoire sociale et politique de l'industrialisation dans la région, à une sociologie de l'introduction de la technologie dans les zones rurales sans oublier une socio-anthropologie du personnel de ces industries nouvelles, si différentes des industries de production de biens de consommation, si spécifiques dans une zone profondément marquée par les activités agricoles et la vie rurale ... Bien d'autres séries d'interrogations se sont encore posées qui mériteraient études et qu'il serait fastidieux d'énumérer ici.

Sollicitées, l'Université de Poitiers et les institutions patrimoniales (Archives Départementales, Municipales, Centre de culture scientifique et technique ...) n'ont pu répondre en l'absence de traitement spécifique de ce type d'information ou de ces orientations de recherche. Les centres d'archives, même si les documents pertinents s'y trouvaient non classés dans la section « Travaux Publics », ont procuré aux chercheurs amateurs des informations inestimables et le plaisir de la découverte. Ainsi dans une ville importante des Deux-Sèvres, deux agents d'E.D.F. sont devenus sur ce chapitre particulier de l'histoire sociale et économique, des collaborateurs efficaces et avertis pour le Conservateur des Archives Municipales, et celles-ci ne constituent plus pour ces agents-ouvriers un territoire réservé et mythique.

Cette dernière exposition d'une journée, beaucoup plus riche, qui avait intégré des éléments de la collection du Musée de Poitiers, a eu une audience considérablement élargie. On peut évaluer ses visiteurs à environ 500 personnes.

Les effets en furent contradictoires. Riche en informations techniques et économiques, la section sociale et politique (au sens large) de l'exposition ne comportait qu'une seule étude de la politique sociale de l'usine à gaz d'une ville de la région.

C'est qu'en dépit du fonctionnement intersyndical de la C.A.S., les sections des différentes centrales avaient prudemment ignoré l'initiative. Il semblait donc difficile aux différents auteurs de l'exposition de construire sur ce sujet un discours serein qui soit largement accepté. Il se posait encore la question de la conservation et de la disponibilité des archives des sections syndicales et de leur mise en perspective dans une étude globale.

Le temps de la controverse, de la réflexion, de l'examen de la portée et des méthodes appliquées par les groupes M.O.C.A.S., ralentit pendant quelques mois leur activité.

Mais régulièrement l'activité de restauration, de classement et d'inventaire de la collection Deguille se poursuivait au Musée de Poitiers. Pour se maintenir, entre de vénérables murs et dans les réserves d'une institution publique, l'opération avait dû dépasser d'anciennes situations conflictuelles et retranscrire celles-ci selon la logique nouvelle du M.O.C.A.S. Certes, la collection avait été réunie sous l'autorité (et, semble-t-il, au plein sens du terme) d'un chef de service et, au départ, cette collection dans un musée apparaissait comme soustraite aux travailleurs des niveaux inférieurs dans la hiérarchie de l'organisation du travail et particulièrement aux syndiqués de la C.G.T., majoritaire à la C.A.S. Pourtant la compréhension et le dévouement du Conservateur responsable de la collection, Marie-Christine Planchard, la réflexion générale sur la construction d'une histoire et d'une anthropologie des activités industrielles entreprise au moment des stages d'initiation a permis d'éviter un mouvement de retrait réactionnel pour se saisir de la demande de l'institution patrimoniale qui reconnaissait la légitimité sociale des compétences et des savoirs ouvriers.

Le Musée a alors pleinement rempli son rôle de service public, accueillant et sollicitant initiatives, compétences, connaissances, sauvegardant, conservant et mettant en valeur tous les aspects d'un patrimoine culturel industriel : objets, documents mais aussi usages, coutumes, relations sociales et projets politiques des groupes de producteurs.

Une collaboration régulière de deux ans a permis d'éprouver la fiabilité et le sérieux des partenaires, ce qui fait qu'aujourd'hui, au terme des quelques vicissitudes que nous avons décrites plus haut, le Musée et la C.A.S. se préparent à ouvrir une exposition commune qui s'appellera « le Gazomètre et le Transformateur ». À son terme, l'ensemble des objets et des documents collectés ira enrichir les collections du Musée désormais représenté comme lieu public d'accueil et de conservation pour tous, de tous les patrimoines culturels. Ainsi, « par l'entrée des artistes », les membres de la C.A.S. se sont-ils lentement familiarisés avec les activités du Musée (que ce soient les collections d'archéologie romaine, celle d'arts et traditions populaires ou avec la grande rétrospective Camille Claudel).

Inversement, on ne peut plus penser la collection Deguille sans les documents d'histoire orale recueillis par la C.A.S. ou les itinéraires de « technologies d'électrification » établis par ses membres dans les campagnes ou dans les villes poitevines.

Cependant l'exposition au Musée Sainte-Croix ne saurait clore l'activité de M.O.C.A.S. Les auteurs sentent très lucidement les limites de ce mode de communication. L'exposition au Musée Sainte-Croix est un acte de fondation. Les collections d'objets exigent des descriptions, des témoignages. Les documents d'archives doivent être soumis à un classement systématique, à des confrontations et à des interprétations, les souvenirs à des repérages sur le terrain et à des recoupements. Les traces ne suffisent plus,

les membres de M.O.C.A.S. veulent organiser, compléter, interpréter les faits rassemblés.

Sans doute le chemin sera-t-il long, mais on projette déjà de courtes publications dans un bulletin et la publication systématique d'un fonds d'archives. L'obstacle de l'écriture demeure et celui, majeur, du temps à libérer pour ces activités quand on exerce un métier qui vous mobilise aux heures d'ouverture des dépôts d'archives.

L'opération M.O.C.A.S. doit une grande part de sa vitalité à la participation de vigilants retraités qui l'ont fait bénéficier de leurs collections, de leur expérience et de leur temps. Elle n'aurait pas non plus pu se produire sans la possibilité qui existe à E.G.F. de disposer sur le temps de service « d'heures de décharge » qui ont pu être ainsi consacrées à l'histoire et à l'anthropologie de l'entreprise, possibilité analogue à celle des programmes de 150 heures il y a quelques années en Italie.

Comment sans cela envisager une anthropologie industrielle qui soit fiable ? Son établissement exige la collaboration de tous les participants. Comment trouver des périodes de disponibilité dans les contraintes temporelles qui caractérisent le temps passé à l'usine ?

L'industrie, comme les institutions de recherche en sciences humaines et sociales, doit consacrer un peu d'elle-même à la connaissance de sa propre culture, un peu du temps de ses salariés, la reconnaissance de leurs intérêts, de leurs compétences et de leur connaissances, au delà de la production, pour le bonheur de connaître, d'inventer, de produire.

Au terme de cet exposé il faut souligner le rôle des institutions permanentes, organismes de recherche publique ou musée, dont le statut permet d'accueillir les gens, de répondre aux demandes, au rythme même de celles-ci, discontinues, soumises aux fluctuations socio-économiques ou aux aléas de la vie des petits groupes. Pesant du poids des administrations publiques, elles offrent des possibilités de dépôt, de réserve, de conservation en attendant les périodes de travaux intenses, de publicité ou de publication. Alors elles offriront encore des possibilités de comparaison ou d'accumulation avec d'autres corps de connaissances ou d'expériences déjà constitués.

Les organismes de recherche en retour trouveront dans ces expériences la possibilité d'éprouver des indicateurs infiniment plus discriminants que ceux qu'ils auraient pu établir de façon exogène, des sources d'archives et de documents inexplorées, des critères d'interprétations insoupçonnés. Certes chacun y perdra un peu de sa spécificité, mais quelle épreuve stimulante et quelle avancée pour la connaissance !

BIBLIOGRAPHIE

BLOCH M.

1983 *Les rois thaumaturges* (nouvelle édition). Paris: Gallimard.

Bulletin de la Société Folklorique de l'Île de France, 1956, no spécial, catalogue de l'exposition sur les compagnonnages.

GAUDY R.

1978 *Et la lumière fut nationalisée*. Paris: Éditions Sociales.

1982 *Les porteurs d'énergie*. Paris: Éditions Temps Actuels.

GÉRÔME N.

1984 « Les rituels contemporains des travailleurs de l'aéronautique », *Ethnologie Française*, 14, 2: 177-196.

LE GUEN R.

1977 *Voyage avec des cadres*. Paris: Éditions Sociales.

LÉVI-STRAUSS C.

1958 *Anthropologie structurale*. Paris: Plon.

MAÎTRON J., J. Dautry, R. Dufraisse, G. Duveau, R. Gossez et J. Vidalenc

1964 *Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier 1789-1864. De la Révolution Française à la Fondation de la Première Internationale*, tome I. Paris: Éditions Ouvrières.

ODDONE I., A. Re et G. Briante

1981 *Redécouvrir l'expérience ouvrière. Vers une autre psychologie du travail*. Présentation d'Yves Clot. Paris: Éditions Sociales.

POULAILLE H.

1975 « Martinet et la littérature prolétarienne », *Plein Chant*, 26: 129-144.

RANCIÈRE J.

1981 *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*. Paris: Fayard.

RAGON M.

1948 *La littérature prolétarienne*. Paris: Éditions Ouvrières.

SEBILLOT P.

1894 *Les traditions et les superstitions de tous les pays dans les mines et les travaux publics*. Paris: G. Rotschild.

SEWELL W.H.

1983 *Gens de métier et de révolution. Le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848*. Paris: Aubier.

VAN GENNEP A.

1928 *Le Folklore*. Paris: Stock.

1947 *Manuel de Folklore contemporain*, tome I, vol. III. Paris: Auguste Picard.

RÉSUMÉ / SUMMARY*L'anthropologie industrielle sur le terrain : une expérience poitevine*

Le développement récent des travaux d'ethnologie industrielle exige la prise en considération de la conjoncture sociale de la mise en place et du déroulement des recherches. Celles-ci ne peuvent aboutir sans la collaboration pour parties égales et spécifiques des groupes, des individus et des institutions concernés par la démarche anthropologique. L'article expose l'exemple de la Caisse d'Activités Sociales de l'Électricité et du Gaz de France de Poitiers, qui a pu établir une collaboration active avec le Musée de la ville qui s'est ainsi ouvert à la culture ouvrière et industrielle.

Industrial Anthropology in the Field : A Case in Poitou

The recent burgeoning of publication in industrial ethnology calls for examination of the social setting where such research is undertaken and developed. Studies cannot thrive without cooperation among all the individuals, groups and organizations implicated in anthropological pursuits. This article presents the case of a Poitiers savings institution – the Caisse d'Activités Sociales de l'Électricité et du Gaz de France – that entered into active partnership with the municipal museum, which thus opened itself onto the working-class and industrial culture.

Noëlle Gérôme
Centre d'Ethnologie française
CNRS
9, rue Mahler
75004 Paris
France